

Whitney Webb

0:00 Journaliste :

Le Forum économique mondial, dirigé par Klaus Schwab, affirme que nous subirons une cyberattaque massive avant 2025, qui entraînera un effondrement massif du secteur bancaire, des infrastructures et de bien d'autres choses encore. Comment savent-ils cela ? C'est incroyable. Voici quelqu'un qui a suivi cette affaire de très près et cela est encore plus directement lié à l'histoire que nous avons couverte ici dans l'émission à propos de [la fuite des documents de la CTIL](#), Michael Shellenberger a divulgué des documents sur le cyber-espionnage des Américains. Nous allons aborder cette question avec la journaliste indépendante Whitney Webb, que je suis ravie d'accueillir à nouveau dans l'émission. Whitney, bienvenue dans cette émission.

0:40 Whitney Webb :

C'est un plaisir d'être ici après une longue absence. Merci de m'avoir invitée.

0:44 Journaliste :

Nous n'aurions pas manqué l'occasion, je suis ravi que vous soyez de retour parmi nous. Parlons donc de cette idée du Forum économique mondial selon laquelle nous allons assister à une cyberattaque massive avant l'année 2025, en soulignant, dans les moindres détails, que c'est ce qui va se passer et qu'il vaut donc mieux s'y préparer. Pourquoi disent-ils cela ? Et qui vont-ils essayer de pointer du doigt ?

1:09 Whitney Webb :

C'est ce qu'a dit Jeremy Jergens le directeur général du FEM, lors de la réunion annuelle du FEM au début de l'année, en janvier. Jergens ainsi que le FEM lui-même ont été impliqués dans une série de simulations depuis plusieurs années maintenant, que je suis sûre que beaucoup de personnes dans votre auditoire connaissent, appelée Cyber Polygon, qui ont été directement affiliées au gouvernement russe, ainsi qu'à certaines des plus grandes banques russes et certaines des plus grandes banques commerciales dans le monde, et également soutenue par beaucoup d'agences fédérales américaines, ce qui est ironique si l'on considère tout le tapage fait autour de prétendus piratages russes au fil des ans. Ils sont tout à fait disposés, sous le couvert du FEM, à collaborer avec les supposés pirates informatiques responsables de tout les maux depuis plusieurs années, donc c'est assez révélateur.

Mais en dehors de Cyber Polygon, il y a beaucoup de choses que le FEM cherche à accomplir, en ce qui concerne le domaine cybernétique. Ils ont collaboré de bien des façons avec les grandes banques et les agences de renseignement américaines, d'une manière sans précédent qui n'a pas vraiment fait l'objet d'une couverture médiatique au cours des dernières années. Une grande partie de ces activités se déroulent dans le cadre d'un partenariat public-privé, géré par le FEM et intitulé "Partenariat du Forum économique mondial contre la cybercriminalité". Il y a quelques années, cette organisation a joué avec le Carnegie Endowment, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre, la Banque centrale européenne, c'est-à-dire certaines des plus grandes banques centrales du monde, ainsi que certaines des plus grandes entreprises commerciales du monde, comme la Bank of America et JP Morgan, pour déterminer comment le système financier américain allait être victime d'une cyberattaque massive. Et si vous savez comment les choses se sont déroulées récemment dans le système financier ou bancaire américain, vous constaterez qu'elles ne sont pas du tout au beau fixe. Indépendamment du fait qu'il y ait ou qu'il y aura une cyber-attaque dans un avenir proche, le système bancaire et financier des États-Unis n'est pas en très bon état.

Donc, si vous êtes les grandes banques et les agences de renseignement, vous voulez éviter ce qui s'est passé après la crise économique de 2008, où il y a eu une colère sans précédent contre Wall Street, parce que toute l'opération psychologique de l'espoir et du changement d'Obama, ne va probablement pas fonctionner à nouveau. Alors, comment permettre à cet effondrement de se produire ? Parce qu'il doit se produire de telle manière que les banques et le gouvernement n'aient rien à se reprocher. Si une cyberattaque se produit, on peut littéralement blâmer n'importe quel État-nation ou groupe pour ce piratage et nous le savons grâce à ce que WikiLeaks a publié juste avant que Julian Assange ne soit complètement réduit au silence, puis arrêté et traîné hors de l'ambassade d'Équateur à Londres. Vault 7 a révélé entre autres des choses comme le programme Umbridge, révélant que les services de renseignement américains et d'autres agences de renseignement affiliées à ce partenariat du FEM contre la cybercriminalité, ont la capacité de placer les empreintes de n'importe quel État-nation qu'ils souhaitent, y compris la Russie, la Chine, l'Iran, la Corée du Nord, ou tout autre groupe également, pas seulement les États-nations, ils peuvent mettre leurs empreintes dans un piratage qu'ils commettent eux-mêmes.

C'est très important parce que cela offre à ces agences de renseignement une capacité sans précédent de mener des opérations de faux drapeau dans le domaine cybernétique. Ce groupe présente beaucoup de solutions, qui ne sont pas forcément en lien avec le système bancaire, qu'ils ne peuvent pas vraiment justifier à moins qu'il y ait une sorte de grande attaque cybernétique.

Alors que veut le partenariat du FEM contre la cybercriminalité ? Ils sont très ouverts sur le fait qu'ils veulent un internet régulé et ils se basent essentiellement sur une politique qui a été mise en place sous l'administration Obama aux Etats-Unis, ils l'ont appelée "le permis de conduire sur internet". Ce que ce partenariat public-privé du FEM préconise, c'est que l'accès de chaque personne à l'internet soit lié à une carte d'identité numérique, ou à une carte d'identité délivrée par le gouvernement, mais vraisemblablement à une carte d'identité numérique, étant donné que ces programmes de cartes d'identité délivrées par le gouvernement sont en train de se développer dans le monde entier. L'objectif est bien sûr que, si votre identité est liée à votre accès à Internet, les agences de renseignement sachent exactement quels médias vous consommez, ce que vous lisez et de ce que vous publiez en ligne. C'est d'ailleurs le but recherché depuis très, très longtemps.

Les gens ne vont donc pas nécessairement consentir à cela, à moins qu'on ne leur fasse croire que l'anonymat et la vie privée en ligne sont dangereux. Alors, comment convaincre les gens de la nécessité d'une telle démarche ? Il suffit d'un événement où des pirates informatiques anonymes font quelque chose en ligne qui provoque des perturbations majeures à l'échelle mondiale, et l'on peut alors fabriquer le consentement par la peur et la panique, comme c'est souvent le cas, en disant que l'anonymat et la vie privée doivent être éliminés et que nous devons savoir exactement qui fait quoi en ligne pour éviter qu'une calamité de cette ampleur ne se reproduise jamais. C'est exactement la solution que ces types préparent depuis très longtemps. Les agences de renseignement impliquées sont les services secrets israéliens et britanniques, les services secrets américains, le FBI et le ministère de la justice ainsi que plusieurs des plus grandes banques du pays, comme la Bank of America, directement impliquées dans ce groupe, ainsi que de grandes entreprises technologiques américaines comme Microsoft et Amazon.

C'est exactement ce qu'ils recherchent et ils disposent de tous les outils nécessaires pour permettre à une telle chose de se produire. Certains de ces acteurs veulent une guerre, où les États-Unis, par exemple, entreraient en guerre avec l'Iran, entre autres, et ils ont la capacité d'attribuer des cyberattaques de n'importe quelle ampleur à n'importe quelle entité. C'est un gros problème, car lorsque ces attaques présumées ont lieu, qu'elles soient imputées à la Russie, à l'Iran ou à la Chine, les gros titres accusent ces pays mais si vous lisez l'article lui-même, vous constaterez qu'il n'y a pas de preuves pour étayer cette thèse. Ils disent "Nous pensons que c'est ce pays, ou que c'est un groupe affilié à ce pays" et ils disent des choses comme : il est probable qu'ils soient liés à l'Iran, vous savez, ces phrases qui montrent qu'ils n'ont pas vraiment de preuves, et puis il y a un effort pour fabriquer un consentement, potentiellement, pour une action militaire basée sur toutes ces choses. C'est donc très alarmant et les gens devraient y prêter attention quand on sait que les plus grandes banques sont impliquées avec les plus grandes agences de renseignement, et certaines des plus grandes entreprises technologiques du monde. Une autre chose que le FEM cherche également, est que les banques, les régulateurs bancaires et les agences de renseignement fusionnent leurs opérations sous le couvert de la cybersécurité. Et plus on y réfléchit, plus c'est insensé, c'est une politique insensée.

8:26 Journaliste :

Ça revient à tous se réunir sous un même parapluie. Nous avons même entendu Nikki Haley, les néo-conservateurs adorent Nikki Haley en ce moment, la mettant sur le devant de la scène - elle a abordé le manque d'anonymat sur internet au cours des deux dernières semaines, elle veut que tout le monde soit enregistré lorsqu'on utilise l'internet, n'est-ce pas ?

8:45 Whitney Webb :

Oui et il y a aussi des gens, comme des personnalités des médias, tel que Jordan Peterson, par exemple, qui a défendu la fin de l'anonymat en ligne. Il y a aussi des gens comme Elon Musk, qui a acheté Twitter et quand il l'a acheté a dit que nous devons vérifier tous les humains, prétendument pour contrôler le problème des bots sur Twitter. Mais l'élite fait pression, partout, pour mettre fin à l'anonymat en ligne et les gens s'y opposent évidemment parce que cela change la nature d'internet et renforce les capacités de surveillance qui y sont déjà intégrées à un degré extrêmement important. Le problème est d'autant plus grave que le ministère de la Justice a mis en place, depuis l'arrivée de l'administration Trump, un programme de lutte contre la cybercriminalité appelé Deep, dans le cadre duquel des personnes ont été littéralement arrêtées pour des choses qu'elles avaient publiées sur les médias sociaux. Quelqu'un a même été tué, il y a quelques mois je crois, pour des publications sur Facebook qu'il avait faites à propos de Joe Biden, il a été abattu dans la rue devant sa maison pour des publications qu'il avait faites sur les médias sociaux. Lier tout cela à votre carte d'identité gouvernementale en tenant compte de tous ces facteurs liés à l'application de la loi américaine au sein du ministère de la Justice, qui est associé à toutes ces choses, est une idée terrible. Toutes ces entités de services financiers sont impliquées, en même temps, il y a la pression pour l'identification numérique non seulement pour Internet, mais aussi pour lier votre identification numérique à vos opérations bancaires, par l'intermédiaire d'une banque centrale, le fait que les monnaies numériques sont des devises stables, les jetons fortement réglementés, c'est-à-dire de l'argent programmable... Les implications sont énormes.

Il est évident que certaines parties de la population américaine et d'ailleurs s'opposent à l'identification numérique et aux CBDC, mais si internet est coupé pendant un certain temps, à cause d'une cyberattaque massive, on le rétablit et on dit :

"Oh, eh bien, nous devons savoir qui vous êtes. Maintenant, la seule façon de se connecter est d'utiliser notre carte d'identité numérique", ils obtiendront alors l'adhésion et d'adoption de ces directives par le public.

10:55 Journaliste :

Vous pensez que cette cyberattaque est une opération sous faux drapeau ? Craignez-vous qu'Israël veuille que les États-Unis attaquent d'abord l'Iran ? Quel est votre avis sur la question ?

11:10 Whitney Webb :

Ce n'est pas seulement mon avis. Il y a les rapports des médias grand public, et aussi des choses que les directeurs du Mossad ont dit ouvertement dans des interviews. Pendant les 20 dernières années, le Mossad a eu un financement presque illimité et de l'énergie dirigée vers le changement de régime de l'Iran. Selon l'ancien directeur du Mossad, Meir Dagan, entre autres, l'un des éléments clés de cette politique consiste à amener les États-Unis à frapper l'Iran en premier. Depuis longtemps, les néoconservateurs américains font pression pour que les États-Unis frappent l'Iran de manière préventive. Par exemple, Sheldon Adelson, lorsqu'il était encore en vie, le plus grand donateur du Parti républicain et de Trump, a également fait pression en faveur d'une action militaire préventive contre l'Iran, il n'est plus là, mais ce type d'idée politique a été lancé depuis très longtemps. Après l'assassinat de Qasem Soleimani, le général du Corps des gardiens de la révolution iranienne, qui était très célèbre, Mike Pompeo, lorsqu'il était directeur de la CIA, et Trump ont déclaré que si l'Iran lançait des représailles, y compris une cyber-attaque, ils répondraient par une action militaire contre l'Iran. Il y a donc eu beaucoup d'alarmisme à ce sujet. Et bien sûr, il est important de garder à l'esprit que l'année prochaine, l'année exacte où le directeur général du FEM a prédit que cette attaque allait avoir lieu, il y a une élection aux États-Unis, et une grande partie de la même rhétorique sur une cyber-attaque imminente, qu'elle vienne de l'Iran, de la Russie ou de la Chine, a été utilisée à un degré significatif lors de l'élection de 2020 également. En fait, une société de cybersécurité appelée Cybereason, que j'ai qualifiée de société écran du renseignement israélien, a effectué des simulations avec le DHS (13:06 DHS : Department of Homeland Security) et certaines de nos principales agences de renseignement et d'application de la loi, visant à déterminer comment des hackers pourraient perturber l'élection de 2020, faire annuler l'élection et déclarer la loi martiale, ce que les hackers devraient exactement faire pour que ces conditions soient remplies.

Il se passe donc beaucoup de choses dans le domaine cybernétique auxquelles trop peu de gens prêtent attention. Le plus inquiétant, à mon avis, outre les avertissements du FEM, c'est qu'il y a une série d'entités, dont beaucoup sont liées à des services de renseignement étrangers, qui s'installent sur les systèmes des infrastructures majeures des États-Unis, ils ont accès à ces systèmes et d'autres groupes ont donné accès à ces systèmes à des personnes qui n'ont même pas été contrôlées par notre propre gouvernement. C'est de la folie.

13:54 Journaliste :

Cela est-il lié aux documents de la CTIL, que le journaliste Michael Shellenberger a publié en début de semaine ? Nous en avons parlé longuement dans l'émission d'hier, les fuites des documents de la CTIL, la Stanford Cyber Threat Intelligence League. Il affirme que ces révélations sont pires que les documents de Twitter, pires que ceux de Facebook, et qu'en fait, ils ont un plan mondial de censure, selon ces documents, les entrepreneurs militaires des États-Unis et du Royaume-Uni. Mais je me demande si tout cela est lié à cette affaire, il manque un élément important dans le rapport de Michael Shellenberger. C'est presque comme s'ils avaient commodément laissé de côté un élément majeur de cette histoire. Pouvez-vous nous éclairer sur ce point ?

14:42 Whitney Webb :

Oui, j'ai écrit sur la CTIL en août 2020, c'était avant qu'ils ne se lancent dans l'arène de la désinformation. Elle a donc été fondée en mars 2020 et leur principal fondateur et le visage public de l'organisation depuis des années est un agent du renseignement israélien appelé Ohad Zaidenberg et à qui ont également été attribués de nombreux discours dans les médias grand public américains faisant porter le chapeau de diverses cyber-attaques à l'Iran, tout en travaillant pour une société de cybersécurité liée au gouvernement israélien appelé Clearsky. Mais la mission initiale de la CTIL n'était pas du tout liée au ciblage de la supposée désinformation. Il s'agissait de protéger bénévolement et gratuitement les infrastructures majeures des hôpitaux, des laboratoires pharmaceutiques, des compagnies d'assurance maladie et d'autres entreprises aux États-Unis. Il est très étrange qu'un groupe puisse intervenir au moment même où une crise éclate, c'est-à-dire au début de la crise du COVID-19 et que cette société, soit dirigée par un "ancien" membre d'une agence de renseignement, qui collabore toujours avec les services de renseignement. Il s'agit d'une société étrangère, et non américaine, qui propose de protéger "gratuitement" les infrastructures de santé majeures des États-Unis. Les gens comme lui ne travaillent pas gratuitement et les autres personnes qui ont cofondé ce groupe avec lui...

16:14 Journaliste :

Attendez, donc un type du renseignement israélien a formé cette société, en est le directeur et il a dit qu'ils allaient s'occuper des hôpitaux américains, des barrages, de l'infrastructure de l'eau...

16:27 Whitney Webb :

La barrages sont venus plus tard. Mais c'était d'abord l'infrastructure sanitaire, elle s'est associée à CISA, l'agence indépendante qui relève du DHS et qui est censée protéger les infrastructures majeures, y compris les infrastructures électorales, mais aussi les systèmes d'approvisionnement en eau, le réseau électrique, toutes sortes de choses comme ça, ainsi que les hôpitaux. Et la CTIL, créée par Zaidenberg est directement associé avec eux, pour protéger toutes les infrastructures majeures.

La désinformation, dont Shellenberger et Taibi ont parlé, est une activité secondaire de la CTIL. Leur principal objectif est d'accéder à tous ces systèmes d'infrastructures majeures apparemment pour de les protéger, mais personne ne sait vraiment qui travaille pour la CTIL, car pour la rejoindre et avoir accès à tous ces systèmes, il n'est pas nécessaire d'être contrôlé par CISA ou le gouvernement fédéral américain, mais par Ohad Zaidenberg et les autres cofondateurs qui jouent un rôle beaucoup plus mineur que lui dans l'organisation et qui sont affiliés soit à Microsoft, soit à un contractant du gouvernement américain appelé Okta. Ce sont donc ces personnes qui décident de l'accès à ces systèmes et qui n'y a pas accès, n'importe qui pourrait passer par là, c'est extrêmement imprudent, extrêmement imprudent.

En outre, les hôpitaux ne sont plus les seuls concernés. Comme vous l'avez mentionné, cela s'étend aux barrages, aux systèmes d'approvisionnement en eau et aux réacteurs nucléaires aux États-Unis. Il s'agit donc d'une fondation de renseignement étrangère, ou d'une organisation à but non lucratif, qui se voit offrir l'accès à tous ces systèmes critiques aux États-Unis. C'est insensé. Et ce n'est pas la seule entreprise dans ce cas là. L'autre société que j'ai mentionnée plus tôt, Cybereason, qui a fait les simulations Doomsday sur l'élection, avec le DHS et le FBI et ainsi de suite, a accès à certaines des infrastructures les plus importantes de l'armée américaine. Et ils disposent d'une porte dérobée pour y accéder qui ne sont pas dirigés par des citoyens américains.

18:37 Journaliste :

Comment cela est-il autorisé ? Nous connaissons les liens profonds entre Israël et les États-Unis, et nous connaissons le lobby israélien aux États-Unis, mais cela va plus loin que cela. Pourquoi pensez-vous que Michael Shellenberger aurait laissé de côté cette partie de l'histoire ? J'ai l'impression qu'il s'agit d'une manipulation. La distraction est ici, concentrons-nous sur la désinformation, mais l'autre élément massif de l'histoire est qu'ils ont accès à l'infrastructure américaine, des gouvernements étrangers ont accès à l'infrastructure américaine, le gouvernement israélien a accès à l'infrastructure américaine.

19:13 Whitney Webb :

Il n'y a pas que les Israéliens, car nous ne savons pas qui a eu accès à ces systèmes par l'intermédiaire de la CTIL. N'importe quelle nationalité pourrait y avoir accès. Nous n'en avons aucune idée parce qu'ils ne rendent pas ces données publiques. C'est une politique extrêmement imprudente. Il convient de souligner que le directeur de la CISA qui a supervisé ce partenariat avec la CTIL est un ancien directeur de la cybersécurité chez Microsoft, qui a aussi d'autres affiliations avec certains des autres cofondateurs et, bien sûr, Microsoft a été fortement compromise par les services secrets israéliens à travers Jeffrey Epstein et Maxwell, j'ai fait beaucoup d'articles sur les sœurs de Ghislaine Maxwell qui ont été fortement impliquées avec Microsoft à travers certaines de leurs entreprises, et Jeffrey Epstein a participé à des conférences de Microsoft en Russie, étant très impliqué, bien sûr avec Bill Gates et aussi le directeur de la technologie de Microsoft Nathan Myhrvold pendant de nombreuses années. C'est tout simplement irréel.

Je pense donc que ce qui se passe avec la CTIL est très important et je suis très déçue de constater... je voudrais donner à Shellenberger le bénéfice du doute et espérer qu'il n'était pas au courant de ce que fait la CTIL au-delà de la désinformation. Mais si vous allez sur le site web de la CTIL, il est très évident qu'ils font beaucoup plus que traiter la désinformation, que leur principal objectif est cette prétendue protection "bénévole" des infrastructures américaines majeures.

Ce qui est également significatif à propos de ce qui se passe à l'ère COVID, c'est qu'au moment même où la CTIL établissait un partenariat avec la CISA, le ministère de la santé et des services sociaux des États-Unis coupait les budgets des hôpitaux qui étaient censés les aider à financer leur cybersécurité et leur maintenance. En même temps que toute cette affaire COVID se déroule, ils n'ont pas de personnes qui protègent leurs systèmes informatiques et voilà que ce groupe arrive et propose ses services gratuitement. Beaucoup d'hôpitaux ont donc naturellement accepté cette offre, parce que la politique gouvernementale les obligeait à le faire. Par ailleurs, dans le monde pharmaceutique, ils ont fini par s'associer à Pfizer, Merck et à d'autres acteurs du secteur. Ce n'est pas seulement le secteur public qu'ils protègent des cyber attaques. Compte tenu de ce qui a été révélé au sujet de la CTIL en ce qui concerne la censure et les malversations qu'elle a commises, pourquoi ne pratiquerait-elle pas des malversations similaires avec leur prétendue protection des systèmes aux États-Unis ?

22:00 Journaliste :

Pour en revenir au Forum économique mondial, si vous lancez cette cyber-attaque et que vous dites en même qu'il y a une cyber-attaque qui arrive. C'est la couverture parfaite, vous avez littéralement les pions en place pour désactiver les

infrastructures avec votre équipe derrière le rideau, et ensuite vous accusez l'Iran. C'est ça le plan, et ensuite nous lançons une attaque contre l'Iran ?

22:22 Whitney Webb :

Toute la carrière de Ohad Zaidenberg a été axée sur l'Iran et les cyberattaques. Il s'est concentré sur l'Iran pendant toute sa carrière au sein des services de renseignement israéliens et maintenant il a officiellement quitté son poste et il travaille pour ce groupe affilié à des entités appartenant au gouvernement israélien et à d'autres agents de renseignement. Beaucoup de ses attributions récentes de cyberattaques à l'Iran n'ont aucune preuve pour les étayer. Il dit des choses telles que "ce groupe agit comme un autre cyber-groupe iranien a l'habitude d'agir, donc il doit être iranien" et ne fournit pas plus de détails que cela. Allons-nous nous engager dans une guerre avec de telles affirmations sans preuves factuelles ? Malheureusement, les médias grand public qui parlent des cyberattaques en général, qu'elles soient attribuées à l'Iran ou à un autre pays, n'ont que très rarement des preuves tangibles de ce qu'ils avancent. Et même si c'était le cas, il y a tout ce que Vault 7 a révélé à travers WikiLeaks, et le fait que l'on peut accuser n'importe quel pays ou n'importe quel groupe d'être responsable d'une cyberattaque. Comme c'est souvent le cas, lorsque ces crises surviennent, il n'y a pas d'enquête avant les faits. Souvent, les enquêtes comme la Commission pour le 11 septembre, par exemple, sont fortement compromises.

Qui sait donc ce qui va se passer, mais c'est évidemment très préoccupant. En ce qui concerne le Forum économique mondial, le partenariat public-privé dont je parlais tout à l'heure, le partenariat contre la cybercriminalité, est dirigé par un espion israélien de carrière, Tel Goldstein, qui a élaboré cette politique, alors que Netanyahu, qui est toujours Premier ministre, était Premier ministre à l'époque en 2012, selon laquelle les opérations que le Mossad avait l'habitude de mener en interne seront désormais menées par des entreprises privées, en particulier dans le domaine de la cybersécurité. C'est à ce moment-là qu'ont été créés ces groupes, dont Clearsky d'Ohad Zaidenberg et Cybereason. Beaucoup d'entre eux sont composés de personnes ayant toujours des liens avec les services de renseignement israéliens. Il faut tenir compte du fait que les services de renseignement israéliens ont pour politique avouée de pousser les États-Unis à frapper l'Iran en premier au moment où la sécurité nationale dit qu'il est temps d'entamer des hostilités ouvertes et des hostilités armées avec l'Iran, ce qui semble assez proche, étant donné le conflit à Gaza et la façon dont il s'est aggravé et qu'il est probable qu'il se transforme en une guerre régionale. Ils veulent depuis des décennies que les États-Unis frappent l'Iran en premier, et comment vont-ils s'y prendre ? Je ne dis pas qu'ils vont le faire, mais le fait que nous donnions à ce gouvernement et à des personnes liées à ce gouvernement l'accès à nos systèmes et tous les moyens de le faire n'est pas une bonne idée.

25:13 Journaliste :

C'est un rasoir d'Ockham, n'est-ce pas ? C'est l'explication la plus simple de ce qui va se passer. C'est pourquoi nous vous avons fait venir ici pour le mettre en lumière. Nous avons averti dès le début de ce qui s'est passé le 7 octobre, attention aux faux drapeaux, attention à ce que nous soyons entraînés dans une guerre régionale, attention à ce que nous soyons entraînés dans une guerre avec l'Iran. Nous avons une longue histoire aux États-Unis d'opérations sous faux drapeau, qui remonte à la guerre hispano-américaine et avant, donc ce n'est pas quelque chose de nouveau pour les États-Unis, ici en coordination avec le gouvernement israélien. Whitney Webb, je sais que vous avez travaillé très, très dur, vous avez du contenu explosif et nouveau qui va sortir très bientôt. Nous serions ravis de vous revoir, peut-être après les vacances, lorsque vous aurez ces rapports. C'est toujours un tour de force et vous nous épatez à chaque fois que vous participez à l'émission. Je tiens donc à vous remercier chaleureusement. C'est un plaisir de vous revoir. Ce fut un réel plaisir de vous revoir.

26:11 Whitney Webb :

Il en est de même pour moi, c'est un plaisir d'être de retour, surtout après une si longue interruption. J'apprécie vraiment l'invitation. Je vous remercie.